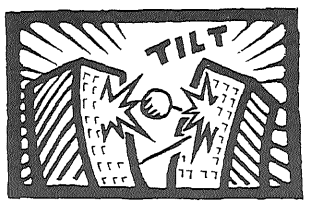
Tilt



Pasqua'stories

Les Ministres passent, mais les lois restent avec leur cortège d'injustices. Parfois même, un nouveau ministre arrive qui n'a rien à envier à son prédécesseur...

Le "sous-droit" des étrangers

Deux ans après leur adoption, les Lois Pasqua ont atteint leur objectif : créer des situations d'illégalité et de l'exclusion. Petit bilan chiffré...

Si l'on doutait encore des bonnes relations entre les services administratifs et la police, que l'on se rassure. A Paris, par exemple, 5% des interpellations de sans-papiers s'opèrent désormais à un guichet de l'administration.

Trop d'étrangers ? Les reconduites à la frontière ont pourtant augmenté de 30% entre 93 et 94. Certes, moins de 20% des arrêtés de reconduite sont effectivement appliqués...

Quant aux contrôles de police, ils ont explosé. Le nombre d'irréguliers confiés à la Préfecture de police est ainsi passé de 18 000 à 34 500 entre 92 et 94. 8 000 ont fait l'objet d'un arrêté de reconduite; 1500 sont partis... Ils n'étaient que 700 en 92...

Haro sur le regroupement familial !

Rien qu'à Paris, le taux d'acceptation des dossiers est passé de 85 à 25% en deux ans.

Enfin, si l'on parle beaucoup de l'Algérie et d'une situation qui ne cesse de s'envenimer, le sort des Algériens ne semblent guère préoccuper les autorités françaises. En 1989, 800 000 visas leur avaient été accordés; on n'en délivrait plus que 100 000 en 1994..

Partir ou perdre ses enfants.

C'est ce type d'alternative que la France pose désormais aux étrangers. Fanta Drame-Souare est sénégalaise et mère de deux enfants dont un Français. Sur les bases d'un article relatif au séjour applicable aux proxénètes (première erreur de droit), elle est condamnée à quitter le territoire par le tribunal de Douai (seconde erreur de droit si l'on en croit la dernière circulaire Debré sur les parents d'enfants français). Ses enfants sont alors confiés à un foyer. Malgré toutes ces irrégularités, la Préfecture lui a répondu que ses enfants ne lui seraient rendus que si elle acceptait de monter dans l'avion...

Debré Zéro

Le retour des charters.

Le 10 juillet dernier, Jean-Louis Debré, récemment nommé Ministre de l'Intérieur, donne le ton. Il affrète un charter afin d'expulser une cinquantaine de Roumains vers Bucarest. Seulement, parmi ces "clandestins" se trouvait Georges-Paul Sarkozy (rien à voir avec l'autre...), marié à une Française enceinte de trois mois... Si le Ministre de l'Intérieur se met à ne pas appliquer ses propres circulaires !

Charters (suite).

Mais notre cher Ministre ne pouvait s'arrêter en si bonne voie... A peine huit jour après cette première expulsion collective, il affrète un second charter, à destination de Kinshasa. Une quarantaine de Zaïrois sont concernés. Mais voilà, cette fois des journalistes sont présents : expulsés couverts d'excréments, passagers ligotés par du ruban adhésif, reporters insultés et interpellés...

Charters ("systématisation").

Si l'on attendait du premier Conseil des Ministres de la rentrée des décisions-choc concernant l'exclusion (la fameuse "fracture sociale"), le chômage ou les déficits publics, on aura été déçu. Le grand projet de la rentrée gouvernementale concerne, en fait, la mise en pratique des déclarations de Jean-Louis Debré sur l'immigration clandestine : "un charter par semaine !"

Le mercredi 6 septembre, M. Debré innovait en expulsant trente étrangers à bord d'un charter "multidirectionnel" à destination du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et la Guinée et du Cap vert...

Un Français, "clandestin" et expulsé !

Cyril S. est né à Marseille. Mais arrêté par la police, il n'a pour tout papier qu'un extrait d'acte de naissance et une dispense de Service national. En septembre dernier, pourtant, un juge a délivré à son encontre une ordonnance de rétention au dépôt des étrangers, "justifiée" par la double nationalité (franco-algérienne) de Cyril. Tout en précisant, par deux fois dans le PV d'audition, la nationalité française de Cyril, les autorités ont pris la décision de l'expulser vers son pays... Mais lequel ?!

Vos papiers !!!

La France doit, à nouveau, faire face au terrorisme aveugle. Mais que l'on ne se trompe pas de cible. Les contrôles d'identité pratiqués ces dernières semaines n'avaient pas seulement pour objectif la lutte antiterroriste ! Ainsi, sur les 559 940 contrôles effectués entre le 26 juillet et le 23 août, 14 032 personnes ont été interpellées dont 3 381 pour "infraction à la législation sur les étrangers". De toute façon, le préméditation était claire, puisqu'une partie des 217 329 fonctionnaires de police affectés à cette tâche relevait de la Direction Centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin...

Reculade

Dans sa frénésie d'expulsion, notre Ministre de l'Intérieur en oublie presque parfois les règles élémentaires de la Démocratie. Ainsi, c'est l'histoire d'un déserteur Serbe, expulsable selon le Préfet, libéré par la Justice, puis "séquestré" à nouveau par la Préfecture... Heureusement pour lui, le Ministre de l'Intérieur s'est rappelé que les Lois existent (aidé par la presse). Il est libre...

Pour la police, faites le 17.

Déjà le 12 juillet dernier, un policier en dehors de son service avait joué les "Rambo", en pleine nuit, tirant à coups de fusil sur des jeunes d'une cité de Trappes (Yvelines).

Un mois plus tard, c'est à Marseille que trois policiers contrôlent Sid Hamed Amiri. Ses papiers sont pourtant en règle ! Mais ils décident de l'emmener dans la montagne, à plusieurs kilomètres de là, et le tabassent. Les trois policiers ont été écroués et mis en examen pour "coups et blessures volontaires, avec préméditation"... Les trois policiers ont été remis en liberté.

Enfin, Todor avait huit ans. Qu'importe qu'il fût Bosniaque, Serbe ou Tzigane ?! Il est mort à la frontière franco-italienne, parce qu'un fonctionnaire de police a vu trop de films....

C'est vrai que la situation n'est pas exactement la même, mais sûrement pas à cause d'une "spécificité culturelle française". Non, si jusqu'à présent nos quartiers n'ont pas complètement dérivé, c'est à cause de l'école, de l'hôpital, du logement social, des services sociaux ; en un mot des services publics qui maintenaient tant bien que mal un maximum de gens à flot.

Aujourd'hui pourtant, ce sont tous ces domaines, tous ces services publics qui reculent et désertent le terrain en banlieue, la solidarité laissant chaque jour un peu plus de place "au chacun pour soi", "à la loi du plus fort". La question n'est donc pas de savoir aujourd'hui si oui ou non il y a des ghettos en France, mais plutôt de prendre conscience qu'ils sont en voie de constitution.

Il n'y a aucune fatalité du ghetto, aucune fatalité à la prolifération des armes à feu, à l'augmentation des trafics en tout genre. Oui, il est encore possible de changer le cours du destin des banlieues. Pour que les banlieues s'en sortent, c'est donc sur le terrain que l'État doit se réinvestir, et ce massivement, pas au goutte à goutte, car il y a péril en la demeure. Chaque jour qui passe sans éducateur supplémentaire, sans école dotée de vrais moyens, sans service de santé capable d'accueillir le plus grand nombre, est un jour où la République recule et où le ghetto avance. Il n'y a aucune fatalité au ghetto mais il y a un prix à payer pour faire vivre la République. Ce sera cher, très cher peut-être. Mais qui connaît le coût de la haine, de la violence que l'on récoltera sûrement, si l'on ne sème que la misère et le désespoir dans nos banlieues?

Malek Boutih

Cachez ces pauvres que je ne saurais voir...

Mendicité, la série de l'été...

"Fracture sociale", vous avez dit "fracture sociale" ?! Les maires de Valence, Avignon, Perpignan, Toulouse, Tarbes, Pau, La Rochelle, Lagord, La Flotte-en-Ré, Banyuls ou Carpentras voient les choses d'une tout autre façon... Cet été, les SDF et autres "pauvres" étaient interdits de cité dans ces villes touristiques. Mieux vaut être exclu en hiver qu'en été, dans ce pays... Et si certains pouvaient douter de la légalité de ces arrêtés anti-mendicité, c'était sans compter avec l'esprit légaliste de notre "Debré Zéro" qui s'est empressé de leur donner un cadre juridique à travers une circulaire signée le 20 juillet...

L'été, il n'y a pas de mal-logés.

Le week-end du 15 août, tout le monde ne fait pas le pont. Ainsi, les gros bras envoyés par le propriétaire du 64 rue d'Hautpoul (Paris 19ème), se faisant passer pour des policiers, et qui ont dévasté les appartements insalubres occupés par 38 familles africaines, défenestré même un des locataires. Depuis, Serge Rubin, le fameux propriétaire, a été écroué...

A Paris toujours, dans le 13ème arrondissement, ce sont des sans-logis qui ont dû occuper un foyer Emmaüs pour se faire entendre des autorités.

Enfin, à Montpellier, les sans-logis qui occupaient les locaux inutilisés de la Caisse Régionale d'assurance Maladie (CRAM) ont été expulsés, à l'aube, par la police avant que la démolition de l'immeuble ne commence. Raison invoquée par la CRAM : c'est une opération immobilière qui peut rapporter gros...

"Interdictionnite" : la maladie de l'été...

On interdit bien les SDF, les mendiants, les pauvres, les sans-logis, alors pourquoi pas les antennes paraboliques ? Qu'à cela ne tienne ! Guy Briantais, le maire PS de Courcouronnes (Essonne) a franchi le pas en les interdisant dans sa commune pour des raisons "de sécurité et d'esthétique". En plus, on ne parle qu'arabe sur ces chaînes-satellite et c'est mauvais pour le développement du câble pour lequel travaillait d'ailleurs il y a encore peu le même Guy Briantais...

Jean de Boishue : morceaux choisis...

Jean de Boishue est maire de Brétigny-sur-Orge et Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur. Il signait , récemment, un ouvrage intitulé "Banlieue, mon amour", dénoncé par SOS Racisme pour certains passages pour le moins tendancieux.

Sous la pression de cette plainte, et à l'issue de sa citation à comparaître devant la 17ème chambre correctionnelle de Paris, le Ministre s'est excusé publiquement et a décidé de reverser ses (modestes) droits d'auteur à SOS.

"Je regrette d'avoir, bien involontairement, pu faire de la peine à des hommes et à des femmes dont vous savez que je partage depuis toujours les convictions profondes", a admis le Ministre.

Quant à Fodé Sylla, président de SOS Racisme, il se réjouissait que SOS ait "contraint un ministre de la République à reconnaître ses erreurs, à les regretter, et à s'en excuser publiquement".

Vous avez dit féministe?

cri de femme

Pour échapper à un mariage de force, X a dû quitter ses parents et sa famille. Elle est aujourd'hui hébergée par Logement-Liberté...
J'ai 18 ans, nous sommes en juillet 1994... Un Tunisien qui m'a entr'aperçue dans un mariage au pays vient de faire sa demande auprès de mes parents. Ils ont organisé, sans me tenir au courant, des fiançailles puis un mariage qui doivent avoir lieu pendant mes vacances en Tunisie. Ce n'est qu'en janvier, alors que tout a été prévu, qu'ils m'en informent...
Mon refus est alors récompensé par des coups. S'en suivent deux dépositions à la police.
Le jour de mon anniversaire, le 2 juin, j'ai refusé de répondre au téléphone à mon "fiancé". Mon père, furieux, s'est jeté sur moi ! Il me maintient au sol, me martèle de coups devant ma mère et ma soeur qui, à aucun moment, ne réagiront... Les seules paroles de mon père ont alors été : "Ce soir, je te tue et je pars en prison".
Mon départ était prévu pour le 24 juin. Un aller sans retour pour la Tunisie... Mais j'ai pu contacter mon assistante sociale et partir de chez mes parents le 20 juin.
Deux heures du matin : j'ai fait le mur pour la dernière fois ! Pourquoi ?
Je n'arrive toujours pas à trouver une explication à leur comportement. Même pour eux, leur mariage n'avait pas été arrangé ! Il ne faut pas chercher de réponse dans une quelconque pratique religieuse, car on ne peut vraiment pas dire qu'ils sont musulmans pratiquants... "Les livres sont au-dessus des bouteilles d'alcool". C'est peut-être ma recherche d'indépendance (financière depuis l'âge de 17 ans, grâce à mon travail...) qui les a heurtés. Alors, ils ont voulu avoir prise sur moi.
Dégoût, colère, haine sont mes sentiments à l'égard de mes parents et de ma soeur aînée, si indifférente ! Après mon départ, ils n'ont pas hésité à partir en vacances... De retour, un mois plus tard, ils ont commencé leurs recherches.
Pour eux, je suis destinée au trottoir pour survivre. "Une haute opinion de leur fille" ! Parfois, j'ai honte d'être Arabe. Ils étaient prêts à gâcher ma vie pour un mariage qui ne leur rapporterait absolument rien !
19 ans, seule, sans boulot, je déprime. Cette situation, je la leur doit. Merci maman, merci papa !
Mais partir pour empêcher un mariage de force n'est pas une solution. J'aurais tant aimé pouvoir les convaincre et ne pas me retrouver seule...

Le petit supplément d'âme de "Pote à Pote", c'est la mixité de son nom : on peut aussi bien dire un pote qu'une pote. Certes, ce n'est qu'un petit détail sémantique, mais il permet à tout un chacun et à toute une chacune de s'y sentir chez soi.

Que les filles et les jeunes femmes aient toujours pu trouver leur place dans les Maisons des Potes n'est pas négligeable, mais il est aussi temps qu'elles puissent faire valoir leur point de vue et s'adosser sur la Fédération pour s'organiser de manière spécifique.
La Conférence de Pékin l'a souligné une fois de plus, nulle part au monde l'égalité entre les femmes et les hommes n'est garantie. Bien sûr, la France n'a pas la lanterne rouge des discriminations, mais elles subsistent, voire s'acccentuent sous l'effet de la crise économique et sociale.
Quel que soit le niveau de diplôme, le chômage des femmes est supérieur à celui des hommes. L'insertion professionnelle est particulièrement difficile pour les jeunes femmes. Parmi les 15-24 ans, 34 % des jeunes filles sont au chômage contre 26,8 % des hommes. Le taux de chômage s'élève à près de 21 % pour les diplômées de l'Enseignement Supérieur et culmine à 49,8 % pour les non-diplômées.

Filles des cités

Dans les banlieues, les filles se font discrètes, "casseur" n'a pas de féminin. Les mesures d'urgence et la politique de la ville sont essentiellement destinées aux garçons. Terrains de foot, salles de boxe thaï, à croire que seuls mes garçons font du sport ! Les espaces que les filles peuvent s'approprier sont le plus souvent confinés, enserrés entre quatre murs, comme ceux de l'espace domestique...
Le retour de l'ordre moral et la montée des intégrismes tendent à réenfermer tous les individus dans des cadres archaïques, mais la pression exercée sur les filles est particulièrement forte. Elles sont la principale cible car elles sont le plus fort point de résistance, celles qui ont le plus à perdre. Où ose-t-on parler de sexualité ? Peu de lieux sont ouverts pour "dire sa sexualité", évoquer la difficulté de demander à un garçon de mettre un préservatif, s'informer sur la contraception. Les conséquences sont déjà tangibles comme le prouve l'augmentation des grossesses précoces et des maladies sexuellement transmissibles. Dans le même temps, et ce n'est pas fortuit, le droit est menacé à la fois par ses détracteurs et par la fermeture de services hospitaliers. Il y a maintenant des départements dans lesquels on ne trouve plus un seul établissement pratiquant des IVG.

Que faire?

Les raisons de s'organiser sont nombreuses. Déjà, au plan local, des associations existent, elles sont souvent des lieux de rencontre, d'entraide, d'échange. Elles prennent en charge un projet sur un quartier : alphabétisation, soutien scolaire, logement pour les jeunes filles en détresse familiale, échange des savoirs. Sont-elles des associations féministes ? La question se pose rarement en ces termes pour celles qui les assument, mais ce sont des structures animées par des femmes, regroupant des femmes et qui se donnent pour mission de lever les obstacles à l'égalité, d'aider les filles à s'extraire de contraintes culturelles et sociales qui les étouffent. Si ce n'est pas du féminisme, ça y ressemble bougrement !
La Fédération Nationale des Maisons des Potes et son journal, "Pote à Pote", n'ont pas de difficultés à se dire féministes. Quand on est antiraciste, c'est une des dimensions du combat. Mais le féminisme n'est pas qu'une idée, c'est aussi une pratique qui doit être conduite par celles qui connaissent et résistent à toutes les manifestations du sexisme et de ses discriminations. Avec la Fédération Nationale des Maisons des Potes, un pas supplémentaire peut être franchi dans la mise en relation des associations existantes. C'est parmi nous que se trouvent à la fois celles qui sont le plus en butte aux difficultés sociales, familiales et personnelles dues au fait d'être nées de sexe féminin. C'est aussi parmi nous que se trouvent les plus revendicatrices, les plus actives, les plus énergiques à défendre leur droit à l'égalité et leur dignité.
Les Maisons des Potes leur sont ouvertes et ces colonnes sont à elles !

Laurence Rossignol

Scheherazade, Alsacienne

Scheherazade Allam a 31 ans. D'origine algérienne, elle quitte Valenciennes, à l'âge de vingt ans, pour étudier l'allemand à Stuttgart. Mais entre ces deux villes, il y a Strasbourg et l'Alsace, région dont elle tombe éperdument amoureuse.
Elle s'y installe et y poursuit ses études. Une licence de lettres modernes et de sociologie en poche, elle devient éducatrice dans la cité des Aviateurs, au coeur du quartier de Neuhof. L'échec scolaire, le chômage, un des plus forts taux de RMistes en font un des quartiers les plus pauvres de la capitale alsacienne.
Très tôt, Scheherazade éprouve le besoin de militer, en politique mais aussi dans le monde associatif. En 1985, elle adhère au Parti Socialiste et milite, par ailleurs, au sein de la Maison des Potes de Strasbourg. Candidate malheureuse aux municipales de 89, elle se représente à nouveau en 1995 et est élue. Depuis, elle a pris en charge la prévention toxicomanie, pour développer sans tabous, dit-elle, "le dialogue et les liens dans les quartiers, à travers l'école mais surtout au sein de la famille"...
Ses dix ans de militantisme lui ont aussi donné le recul nécessaire pour analyser la condition des femmes, notamment en politique. "Le problème du droit des femmes ne peut pas être réglé uniquement par des lois", souligne-t-elle. En effet, ces lois existent et pourtant, les inégalités subsistent, en matière d'emploi et de salaire particulièrement... Selon elle, donc, "beaucoup de travail reste à accomplir, et c'est par l'éducation que l'on y parviendra".
"En politique, poursuit-elle, il y a eu peu d'évolution. Le nombre de femmes restent marginal, car cela demande beaucoup de sacrifices et le regard des autres est toujours pesant". Elle se réfère, alors, à l'image de la femme, mère de famille et bonne épouse. Autant de caractéristiques qui semblent, aux yeux de certains, inconciliables avec une carrière politique...

Le problème du droit des femmes ne peut pas être réglé uniquement par des lois

"Alors, on nous montre des femmes extraordinaires. Mais si elles sont extraordinaires, cela signifie que l'on est sorti de l'ordinaire". Et Scheherazade de s'insurger. "Ainsi, il apparaît donc anormal qu'une femme puisse penser, apporter des idées, au même titre qu'un homme". C'est aussi pour cela qu'elle a voulu travailler sur le terrain, avec des femmes de quartier. "C'est essentiel, pour ne plus gâcher tout ce potentiel inexploité". Ce qui est important à ses yeux, c'est que par l'éducation, "ces femmes prennent confiance, deviennent des citoyennes capables de changer les choses parce qu'elles auront su prendre en main leurs problèmes, leur vie"... Car en la matière : "On ne te donne pas... Il faut prendre !"

M.S.P.

DOSSIER DU MOIS

ZOOM

L'école des banlieues entre dérive et renouveau

Au début des années quatre-vingt, dans les banlieues, on s'inquiétait de l'échec scolaire et on inventait des "Zones d'éducation prioritaires". Au début des années quatre-vingt-dix, changement de décor : on s'affole des "violences" scolaires et on appelle la police et la justice à la rescousse.

G. Favier - Agence VU - "La Haine"

Quand l'école dérape...

Bel exemple de progrès social...Le Fait est qu'à partir de 1990, rien ne va plus. En Seine Saint-Denis, par exemple, une échelle des violences scolaires, sur le modèle des échelles sismiques, a été mise au point. Dans les cas de violences de force 1, c'est beaucoup de bruit et pas de discipline. On voit lentement monter le refus des règles de fonctionnement classiques au sein de l'établissement. Bientôt, les enseignants commencent à se déprimer et à chercher d'autres points de chute.....

La pression monte vite. Avec la force 4, arrivent les cas d'incendies, les agressions physiques et les viols. A ce stade, dans le pire des cas, personne ne proteste. Tout le monde se tait, les élèves comme l'administration. C'est la dérive mafieuse et la loi du silence. Entre les deux, aux niveaux 2 et 3, on rencontre une subtile gradation d'activités culturelles qui parfois font les délices des écoles banlieusardes : pratiquer la dépouille et le racket ; crever les pneus et rayer les voitures des enseignants et des administratifs, demander à son grand frère de venir rouler les mécaniques à la sortie de l'école et s'expliquer avec les profs ; vendre son shit dans la cour, etc.

Quand l'environnement de l'école dérape, l'école dérape aussi. Le tissu social commence à flancher. Le père est déprimé, la grande soeur est au chômage et le grand frère a des ennuis permanents avec la police. Bref, les violences quotidiennes des banlieues pénètrent aussi l'espace scolaire.

Une voie étroite

Les pouvoirs publics ont tenté d'arrêter l'escalade par des mesures d'urgence : en 1992, une circulaire, signée conjointement par le Ministre de l'Intérieur, Paul Quilès et par celui de l'Éducation Nationale, Jack Lang, créé des "groupes opérationnels pour la sécurité" (GOALS). Un "diagnostic de sécurité" est dressé sur certains établissements, qui seront suivis par le préfet, l'inspecteur d'académie, les services départementaux de police et de justice. Un an plus tard, une nouvelle circulaire établit une liste nationale des "établissements sensibles" dans les académies de Créteil, Lille, Versailles, Lyon et Aix -Marseille.

Aujourd'hui, la voie est étroite. Certes, il faut imposer que l'école soit un espace non violent. Il est bien difficile de bûcher les mathématiques dans un collège où les grands rançonnent les petits, où l'on se bagarre à la lacrymo dans les salles de cours, où les 22 long-rifle sont dans les cartables et les dealers à la sortie des classes.

Mais entre la jungle et la dictature paternaliste, la voie est étroite : multiplier les grands manoeuvres policières ou déférer tous les trublions au Parquet rappelle certes l'existence de la loi. Mais sur le long terme, le pari n'est pas tenable ; et rien ne dit que cela calme le jeu.... On ne transforme pas l'école en une annexe du commissariat et du tribunal sans risquer des dysfonctionnements plus graves encore. On pourrait même soutenir que plus l'environnement est dur, et plus l'école doit devenir un lieu d'asile, et un pôle de développement et d'épanouissement pour tout le quartier.

Entre la jungle et la dictature paternaliste, la voie est étroite

Une école à réinventer ?

Comment faire ? Certains aujourd'hui tentent de réinventer l'école des banlieues. Certes, le mouvement n'a rien de massif. Il est quand même terriblement tentant pour les enseignants de préférer rejoindre les beaux quartiers. Mais au fil du temps, alors que les difficultés se sont accrues, les expériences se sont développées, des militants pédagogiques ont affiné leurs outils, et l'on voit se dessiner timidement aujourd'hui, ce que pourrait être une école réinventée.

Les conditions à remplir sont somme toute assez simples. Il faut tout d'abord se débarrasser de quelques idées fausses. Par exemple, croire que les familles ont "démissionné". Quels que soient les efforts accomplis par l'école pour les culpabiliser et les impressionner, les parents s'intéressent toujours à l'avenir de leurs enfants et sont plus inquiets que jamais. Encore faut-il vouloir et savoir les associer.... Dès qu'on y parvient, les résultats sont incomparables.

Autre idée fausse : voir dans l'école une forteresse assiégée qui doit fonctionner dans un splendide isolement. En fait, l'école des banlieues ne peut vivre qu'en relation étroite avec le quartier, la mairie et les associations locales. Le succès étonnant des opérations d'accompagnement scolaire, avec l'aide des grands frères et grandes soeurs en particulier, en témoigne1. Des actions comme l'ouverture de certaines école pendant tout l'été, avec la promotion d'activités sportives et culturelles, vont dans le même sens.

Une école
de la citoyenneté

Mais, il est un autre facteur, sans doute le plus déterminant. Pour enrayer la montée des violences, le meilleur remède est encore de faire en sorte que l'école soit réellement faite pour les élèves de banlieue et qu'elle les mettent au centre de ses préoccupations. Dans ce domaine, les pistes sont simples.

Le premier élément à travailler, c'est le climat de l'établissement, ce qui part déja de la manière dont les enseignants coopèrent à l'ambiance dans les couloirs. Qu'elle place et qu'elles responsabilités l'école accorde-t-elle aux élèves ? Comment accueille-t-elle les parents et les partenaires du quartier ? La suite tient à la capacité de réinventer la pédagogie au quotidien. Il faut que les enseignants aient une vision positive de leur métier et de leurs élèves. Qu'ils sachent valoriser leurs élèves, et tirer tout le parti possible de leur environnement. Sur ce point les expériences sont nombreuses : l'école à la carte, les pédagogies individualisées, l'appropriation et la découverte de tout l'environnement social...

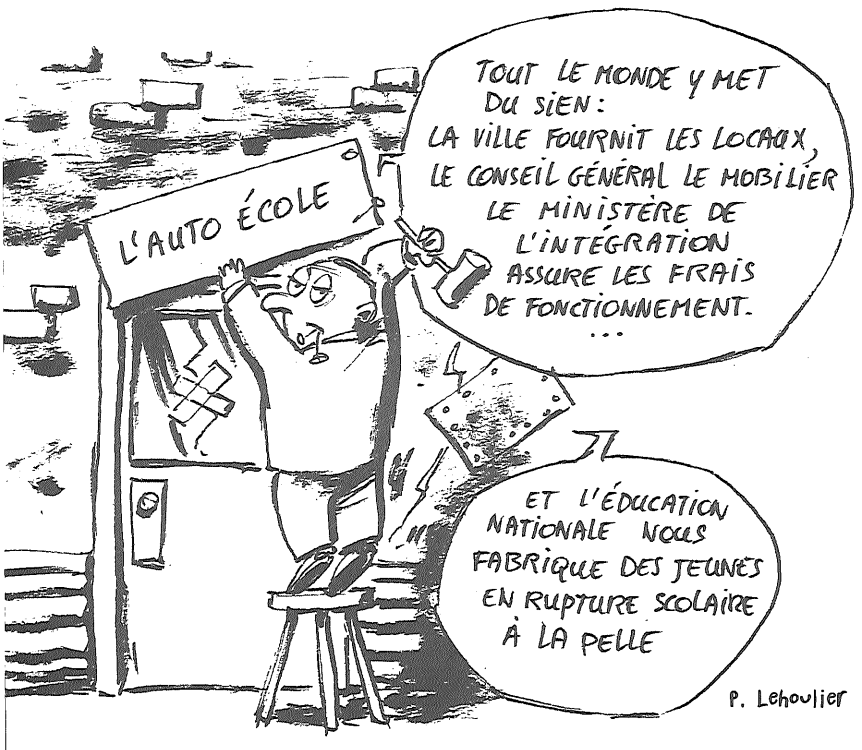
L'école a toujours eu deux fonctions : d'un côté, la formation intellectuelle des enfants, de l'autre le développement de la citoyenneté. Elle a toujours réussi à assumer plus ou moins bien sa première mission ; elle a aujourd'hui de plus en plus de mal à assumer la seconde. La montée de toutes les précarités impose pourtant de réinventer une école ouverte, capable d'accueillir toutes les cultures, toutes les civilisations et tous les milieux sociaux. Cette tâche est celle de tous les intervenants des quartiers : elle est trop importante pour être remise aux seuls pédagoques...

Christian BACHMAN

(1) Ces actions sont aujourd'hui présentées par le journal "16 heures 30" édité par Centre National de Documentation Pédagogique (CNDP), 31 rue de la Vanne, Montrouge 92541. BP 359.

"Il ne s'agit pas d'assurer la paix scolaire"

"L'école a plus que jamais un sens en banlieue, elle est là, elle représente une grande attente pour les familles. Mais, elle doit être repérée comme le lieu où l'on apprend, notamment par les enfants".



Madame Pierrelée, proviseur du collège Garcia Lorca, a en tout cas cette ambition pour l'école...
Cela passe par les actes. Car aujourd'hui, l'apprentissage n'est pas l'objectif principal des profs quand ils arrivent dans un collège de banlieue, trop occupés à gérer leurs problèmes individuels, à faire la police pendant leur cours.
"Or, les problèmes de discipline qui existent doivent être réglés, mais pas par les enseignants. Il faut faire comprendre aux jeunes qu'il y a des limites, ce qui implique des mises à distance temporaires de certains enfants pour faire retomber la tension". Il ne s'agit pas d'exclure le jeune du cadre scolaire, mais d'apaiser les passions et de décharger un peu les enseignants.
C'est pourquoi, le collège crée en cette rentrée un "sas", espace où le jeune qui perturbe la classe est encadré par des profs qui vont lui proposer une autre valorisation, le sortir temporairement de l'espace de la classe tout en le maintenant au sein de l'école.
Cette expérience fait suite à une autre (toujours à St Denis), qui entame sa quatrième année scolaire : l'Auto-école de Saint-Denis (93).
"C'est un dispositif qui a pour but de réinsérer les jeunes exclus du système scolaire, de ramener ces gamins dans l'école" explique Madame Pierrelée. Ce cadre est né du refus, de la part de l'ancienne proviseur de LEP, de mettre ces jeunes dans les classes de 4ème technologique, de les "caser"; pour "leur offrir une autre école" et une réponse individuelle à leurs difficultés.
En effet, face à la violence à l'école, on met ces jeunes au parking, avec beaucoup d'hypocrisie et de déresponsabilisation de la part de l'institution scolaire, car le problème n'est pas résolu, il est seulement moins visible, cantonné dans une filière, une classe, un établissement.
L'Auto-école s'adresse aux jeunes en rupture scolaire de 13 à 18 ans. Si au début, elle accueillait surtout des garçons, aujourd'hui il y a équilibre entre les deux sexes, sur un effectif de 30 jeunes.
" Il y a deux profils de jeunes : d'un côté, des garçons au comportement irresponsable, très agressifs avec les adultes, à la limite de la délinquance; de l'autre, des filles complètement renfermées, dont la personnalité est détruite, souvent suite à des sévices sexuels".
L'équipe pédagogique est composée de 4 profs, qui sont là en permanence et qui font plus que 18 heures (horaire normal d'un prof certifié), et contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce ne sont pas tous des profs aguerris par des années de travail en banlieue.
Mais avant d'ouvrir, l'Auto-école a nécessité un gros travail de réflexion pédagogique, travail toujours en cours.
Ces enseignants sont toujours fonctionnaires de l'Education Nationale, tandis que les collectivités locales fournissent les moyens matériels (locaux pour la ville de Saint-Denis, mobiliers pour le conseil général) et que le Ministère de l'Intégration et de la Ville assure les frais de fonctionnement. Mais ce sont la Caisse des dépôts et le FAS qui ont soutenu le projet à ses débuts.
Toutefois, l'Auto-école n'est pas le modèle à mettre en place dans chaque ville, il s'agit plutôt de trouver des solutions souples et multiples, à côté de l'école traditionnelle. Le développement de ces structures doit avoir pour souci de prévenir la rupture scolaire, d'enclencher la résolution des problèmes et de redonner le goût de l'apprentissage aux jeunes.
Cela suppose aussi un changement dans les méthodes pédagogiques, pour sortir du "plus on fait de cours, mieux l'élève apprend". Cette réflexion est importante car elle permettrait que les profs s'occupent davantage des élèves moyens en banlieue, de loin les plus nombreux, et pas seulement des bons. Car pour Madame Pierrelée, outre ceux qui sont déjà exclus, l'enjeu essentiel porte sur les jeunes qui souffrent, les plus fragiles... On éviterait ainsi qu'ils décrochent.
"Il ne s'agit pas, pour Madame Pierrelée, d'assurer la paix scolaire, mais d'aller en profondeur, de faire évoluer l'école". Néanmoins, elle n'est guère optimiste.

Tristan Klein

Populaire, banlieusard et branché

Une Université coincée entre des échangeurs, un chantier permanent, mais aussi des étudiants de tous horizons et de toutes origines qui se croisent et s'abordent.
Des concerts, des expos, des fêtes organisées par les étudiants, qui s'approprient ainsi ce lieu qu'ils fréquentent plus que d'autres pour le rendre vivant, bouillonnant et en faire le leur... L'Université de Saint-Denis est tout cela. La banlieue y éclot, elle s'y reflète dans l'ambiance que créent les étudiants.
Mais Paris VIII n'est pas seulement une atmosphère. Elle est également une université qui échange avec la banlieue. Ce qu'elle lui apporte ? Perspectives et considération... Une reconnaissance !
Intégrer dans les formations d'arts plastiques des cours de "graphes", créer es enseignements sur l'histoire de la banlieue, voir des équipes se monter et faire des recherches sur le discours et les actes politiques qui accompagnent la construction du "Grand Stade"...
Saint-Denis n'est pas qu'une fac envoyée en banlieue, elle l'assume, l'intègre, et la dépasse pour s'afficher fièrement.
Ultime reconnaissance, d'ailleurs, que la banlieue n'est pas un lieu condamné, la contruction de la bibliothèque universitaire qui, en 1997, donnera à cette banlieue nord l'équivalent de Beaubourg...

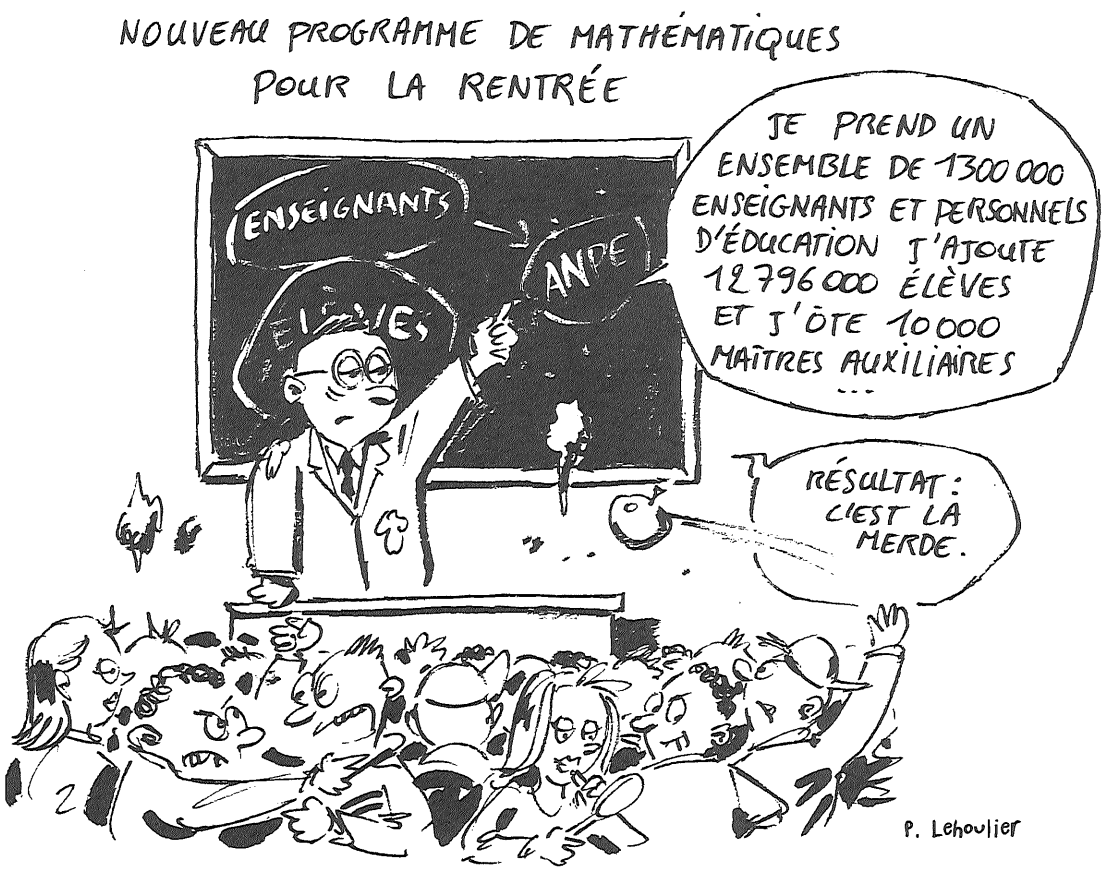
V. Nguyen

Les résultats de l'école

L'Insee aussi a fait sa rentrée, en publiant début septembre une enquête sur les inégalités devant l'école.
Si le niveau général de formation s'est accru en 25 ans (notamment chez les filles), ce semblant de démocratisation n'a pas pour autant fait disparaître les inégalités. Au contraire, en la matière, les inégalités sociales ont toujours les mêmes répercutions en ce qui concerne le niveau d'étude.

Le déterminisme joue à plein

Ainsi, un enfant de cadre aura toujours 8 chances sur 10 d'avoir un diplôme plus élevé que le fils d'ouvrier.!
56% des 25-39 ans ont un diplôme de l'enseignement supérieur si leur père était au moins bachelier. Ils ne sont que 8% lorsque leur père n'avait aucun diplôme...
Par ailleurs (mais qui en doutait ?!), plus le revenu familial est élevé, plus les chances de poursuivre des études augmentent... Enfin, le diplôme ou l'activité de la mère ont une influence non négligeable, y compris chez les enfants d'ouvriers. Ainsi, s'ils ne sont que 17% dont le père est ouvrier et la mère inactive à avoir leur bac, ils sont 23% quand leur mère a une activité...



"Toulon, c'est nous aussi"

Au soir de la victoire du Front National à Toulon, certains font la fête, d'autres ont la gueule de bois, d'autres enfin décident de réagir. Bouba, Beka, Mourad, Samis, ou encore Sylvie, font partie de ceux-là. Ils vont créer : "Toulon, c'est nous aussi".

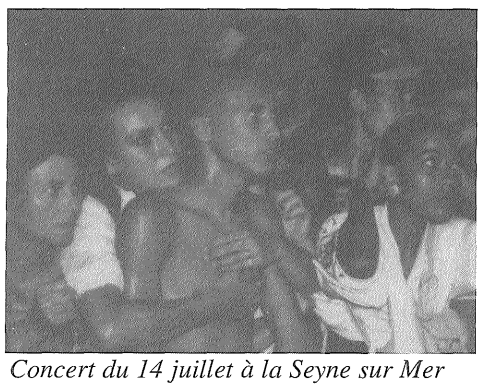
Et après à peine quelques mois d'existence, cette association a déjà un beau palmarès en terme d'actions menées contre le Front National. D'abord ce grand méchoui républicain et le concert qui s'en est suivi, à la Seyne-sur-Mer, réunissant plus de 35 000 personnes pour fêter le 14 juillet.

Puis les jeunes de "Toulon, c'est nous aussi" et tous ceux avec lesquels ils travaillent et ils vivent dans les cités ont voulu célébrer la Libération de la ville, pour rappeler à tous que ce combat pour la liberté est notre bien commun à tous...

Enfin, tout récemment, lors de l'Université d'été du FN, Bouba et ses amis ont décidé d'organiser une collecte de sang. "Parce qu'un jour, qui sait, un de ces militants ou cadres frontistes aura besoin de sang... Et ce sera alors, peut-être, le sang d'un Arabe, d'un noir ou d'un juif qui lui sauvera la vie".

A présent, ils vont continuer leur combat contre toutes les formes d'intolérance et d'inégalité, mais aussi pour travailler à l'intégration de ces quartiers et de leurs habitants. Un projet de Maisons des Potes est à l'étude.

Toulon, c'est nous aussi : c/o Culture et Liberté, 5 place Pierre Puget 83000 Toulon - Tél. : 94.99.21.63.



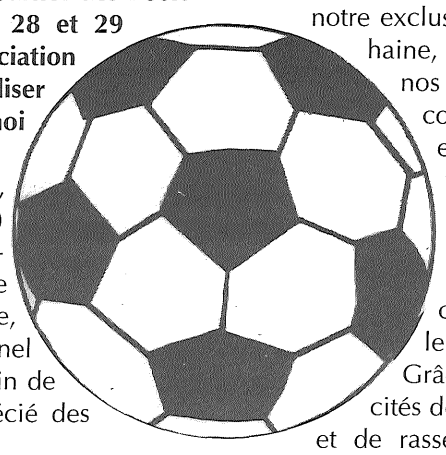
Concert du 14 juillet à la Seyne sur Mer

Le calendrier des Potes

- Le week-end des 27, 28 et 29 octobre, Tournoi National de foot brésilien à Toulouse (inscription à la Fédé).
- Le 29 octobre, représentation de Jean-Marie Bigard au profit de SOS Racisme; Théâtre du Gymnase à Paris.
- Le Boulevard des Potes de Bordeaux organise un cycle de formation sur le Code de la Nationalité (Tél. : 56 31 94 62).
- Le 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le Sida. Mobilisation générale sur le terrain.
- Noël 95... Avis à toutes les Maisons des Potes. On prépare les Arbres de Noël des cités.
- Enfin, car il faut s'y prendre à l'avance, en mars 96, Semaine Nationale d'Education contre le Racisme..

Tournoi des Potes

Vu le succès du 1er Tournoi des Potes l'an dernier à Marseille, la Fédération Nationale des Maisons des Potes organise cette année le 2ème Tournoi des Potes qui aura lieu cette fois à Toulouse le 27, 28 et 29 Octobre 1995 en collaboration avec l'association toulousaine Vivre Ensemble qui a déjà réaliser chaque année depuis 3 ans un grand tournoi régional.



Des jeunes de toute la France (Grigny, Clermont, Strasbourg, Grenoble, Marseille...) viendront pendant ces 3 jours "taquiner le ballon", mais cette fois-ci de façon Brésilienne. Le foot Brésilien est semble-t-il plus technique, plus intense et plus rapide que le foot traditionnel puisqu'il se joue à 5 par équipes sur un terrain de hand, avec un petit ballon; il est très apprécié des jeunes footballeurs.

Ce Tournoi des Potes sera placé sous le signe des rencontres sportives contre la violence inter-quartiers. En parallèle du tournoi de foot, des ateliers et des débat auront lieu sur le thème de la violence, du sport et de l'accès des jeunes aux équipements sportifs. En effet, les cités sont de jours en jours rejetées, montrées du doigts, dans le même temps la situation sociale s'y dégrade, l'avenir des jeunes s'y assombri. Nous voilà unis par notre exclusion commune. Mais la misère engendre la haine, et les premières victimes sont au coeur de nos cités. Cette haine, cette violence se retourne contre les jeunes eux-mêmes et notamment entre jeunes de différents quartiers, de villes voisines. Avec la montée en puissance des armes à feu, cette violence fait des morts. Une mère de famille et un enfant à Epinay sur Seine ont été les dernières victimes innocentes de règlement de compte stupide et futile entre jeunes.

Grâce aux rencontres sportives, les rivalités inter-cités deviendront enfin créatrices de talents sportifs et de rassemblement public chaleureux, ou chaque équipe, chaque cité partage avec l'autre la fête du sport. "La bringue" sera bien sûr au rendez-vous le Samedi soir pour les 500 participants "gadjis et gadjos" au Tournoi des Potes.

Fatah Bouzit

Sida info cités, Top départ

La Fédération lance une campagne de prévention sida dans les banlieues. Pourquoi une telle campagne réalisée par nous ?

A première vue, la question peut se poser : par notre histoire et nos actions, nous avons très peu abordé ce problème et nous pouvons nous sentir, légitimement, un peu désarmés face au sida. C'est effectivement le cas si l'on envisage une campagne "classique" telles qu'elles ont été conçues jusqu'ici par les pouvoirs publics ou par les associations de lutte contre le sida. C'est aussi le cas si on pense pouvoir apporter une réponse globale (dont la prise en charge des malades) au sida. Mais c'est justement ce que nous ne voulons pas faire. En effet, les campagnes auxquelles nous sommes habitués sont lisses, édulcorées, souvent à dix mille lieues des problèmes que nous vivons. Pour tout dire, elles n'atteignent pas les banlieues ("dis, si je suis séropositif(ve), tu viens toujours jouer à la marelle avec moi ?", basta, nique ta mère, quoi !). C'est donc d'une part un constat d'échec de ces campagnes, d'autre part une prise de conscience de la gravité de la situation en matière d'infection au VIH (virus de l'immuno-déficience humaine, qui déclenche le sida) dans les banlieues qui nous a poussés à agir. On connaît tous un pote, un frère, une soeur plombés par le virus. Et personne n'en parle : ni nous (ou pas souvent), ni "ceux qui disent la bonne parole du sida" ("Ah Madame, de toute façon, c'est la banlieue !").

Les associations de lutte contre le sida sont conscientes de ces lacunes, malgré leurs efforts. C'est pourquoi elles ont soutenues la Fédération dans son projet et lui ont accordées un financement par le biais d'Ensemble Contre le Sida. Elles constituent des partenaires essentiels pour la mise en oeuvre de la campagne. Notre objectif est de créer un discours de prévention adapté, fait par et pour les jeunes des cités, cité par cité. Elle se déroulera en 2 temps, qui correspondent à deux objectifs différents.

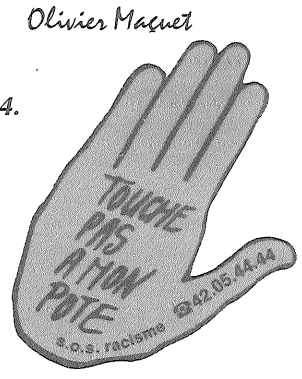
Dans un premier temps, des études de terrain vont être réalisées sur 7 sites pilotes participant à la campagne, sur la base de questionnaires et d'entretiens, tant avec les jeunes et les adultes des cités qu'avec les animateurs sociaux, les pharmaciens, les médecins du quartier, etc. L'objet de ces études n'est pas de fournir un travail de recherche scientifique, mais de constituer un noyau militant qui ait une idée précise de la situation sur son quartier, en s'intéressant particulièrement à la perception qu'ont les gens de la pandémie. Il s'agit aussi de rassembler les éléments minimums permettant la mise en oeuvre d'une campagne véritablement adaptée aux cités (niveau d'information, modes de transmission, etc.) et qui correspondent aux problèmes rencontrés. Ce travail préalable est nécessaire pour pouvoir élaborer un matériel réellement nouveau. Ce matériel national (affiche, brochure, documentation sur le sida) sera mis à la disposition des Maisons des Potes et des associations qui souhaitent s'investir dans la campagne, chacune réalisant localement les actions de son choix.

Parrallèlement, il est nécessaire de préparer dès maintenant aux actions envisagées lors du 1er décembre, journée mondiale du sida. L'objectif de ces actions, élément de la campagne, est de mobiliser les banlieues et de participer à la prise de conscience sur la progression du Sida dans les quartiers populaires. Le dénominateur commun des campagnes nationales et locales est notre analyse du sida. Pour nous, le sida dans les banlieues, c'est pas une maladie, c'est un problème social, comme tous ceux qui concernent la banlieue. Car tout ce qui génère de l'exclusion est un vecteur du sida. Quand on ne se projette pas dans le futur, qu'on a pas d'espoir, de perspective, la vie au jour le jour prime sur un réflexe de préservation qui suppose de se voir un avenir. Le sida n'est qu'une galère de plus, un risque parmi d'autres. A la limite, c'est la vie ... sans mauvais jeu de mots.

Nous vous invitons à nous faire part de vos idées au profit des autres associations de quartier.

Olivier Maçuet

Fédération : 40.36.40.84.



Terrorisme : Face à la violence, la solidarité !

Le 11 septembre dernier, à Paris, SOS Racisme réunissait les représentants des principales religions établies en France. Monsieur Boubaker (Recteur de la Mosquée de Paris), Maître Hadjenberg (Président du CRIF), le Cardinal Lustiger (Archevêque de Paris), le Pasteur Stewart (Président de la Fédération Protestante de France) et Fodé Sylla (Président de SOS Racisme) présentaient une déclaration commune.

L'appel dénonce "la violence, la lâcheté, la haine dirigée contre des innocents". L'objectif des terroristes est clair : "destabiliser notre société, la diviser, dresser les communautés les unes contre les autres".

"Tous ensemble, nous sommes résolus à les faire échouer... A la haine et à l'intolérance, nous appelons solennellement à répondre par la solidarité, la cohésion nationale et la force de nos convictions."

S.O.S. Racisme : 1, rue Cail - 75010 Paris
Tél : 42.05.44.44.